

Non au Pacte budgétaire

Exigeons le débat

Spéculateurs et banquiers ont amené les pays de l'Europe au bord du gouffre. Avec le « TSCG » ou « pacte budgétaire européen » signé par Sarkozy et Merkel, il nous est demandé de faire un pas en avant.

La ratification de ce traité par le parlement aurait des conséquences désastreuses.

En effet, l'obligation de l'équilibre budgétaire permanent oblige les gouvernements à des coupes sombres dans les dépenses publiques. **Résultat : moins d'argent pour les retraites, l'hôpital, l'école, chômage accru, et toujours plus de précarité.**

Les peuples paient et les responsables de cette crise sont épargnés et même récompensés car après avoir été sortis de l'ornière par les aides des états, donc des peuples, la spéculation reprend de plus belle. Ceux qui ont initié cette crise en profitent aujourd'hui en prêtant à des taux prohibitifs aux pays déjà au bord de l'asphyxie.

La cour européenne de justice et la commission européenne, organismes non élus, seront les juges des budgets nationaux, la souveraineté populaire ne pouvant plus s'exercer.

Les mesures imposées par ce traité ont déjà fait leurs preuves: en Grèce, 9 plans d'austérité ont rendu le pays exsangue, l'Italie, l'Espagne, le Portugal, l'Irlande sont sur la même voie, la France

et toute l'Europe suivront si ce traité était ratifié.

**Refusons l'austérité permanente
Refusons le pacte budgétaire
Ouvrons le débat**

Loin de sauver l'Europe, le pacte budgétaire va l'enfoncer davantage dans la crise économique, sociale, écologique.

Des solutions existent :

★ La banque centrale européenne doit retrouver son rôle de prêteur aux Etats avec des prêts à taux faibles et cesser d'engraisser spéculateurs et banquiers.

★ Les marchés financiers doivent être désarmés par l'interdiction des mécanismes spéculatifs...

. Les banques doivent être mises au service de la société.....

★ L'Europe doit être refondée : solidarité révolution fiscale....

**Aidons les parlementaires
de la majorité présidentielle
à prendre la bonne décision.**

Dans moins de quinze jours, les députés devront se prononcer. Ce traité doit être rejeté.

Il y a urgence. Mobilisons nous

www.stopausterite.org

Débat Public

“Quelle Europe pour les peuples”

**Mercredi 3 octobre 2012
20 heures**

**Le Capitole
Place de la Mairie-Alès**

entrée libre

avec **Thomas COUTROT**
économiste atterré, co-président Attac France

**Manifestation
contre le pacte budgétaire**

ALES

**Samedi 29 septembre
10 h**

Rdv Sous Préfecture

A l'initiative du Collectif unitaire alésien contre le TSCG: ATTAC Alès, Audit Citoyen de la dette (CAC30 Alès), CGT Alès, FSU, Solidaires 30, Front de Gauche - Parti Communiste Français - Parti de Gauche - Gauche Anticapitaliste, Alternatifs, FASE, NPA, Mouvement des objecteurs de croissance, Mouvement des Jeunesses Communistes

6

idées reçues sur les déficits et l'austérité

Idée reçue n° 1

« La dette est la conséquence d'une explosion des dépenses publiques. »

C'est faux. La part des dépenses publiques dans leur ensemble (budget de l'Etat, des collectivités territoriales, des administrations de sécurité sociale qui rassemblent les hôpitaux publics et l'ensemble des régimes de sécurité sociale) est globalement stable depuis plusieurs années. Elle a même diminué par rapport à son point le plus haut atteint en 1993 avec 55 % du produit intérieur brut (PIB), alors qu'en 2007, elle n'en représente plus que 52,3 %. Cependant, la structure des dépenses publiques a évolué

Idée reçue n° 2

« Nous vivons au-dessus de nos moyens. »

C'est faux ! La richesse produite par l'économie française n'a cessé d'augmenter, il est tout à fait possible de financer les dépenses publiques. Par contre, depuis plusieurs dizaines d'années, les réformes fiscales des gouvernements, de gauche comme de droite, n'ont pas cessé de priver le budget public de ressources à travers la multiplication des cadeaux fiscaux aux plus riches et aux grandes entreprises.

Idée reçue n° 3

« la crise c'est la faute des Etats,

pas celle des banques »

Selon les rapports de la Commission européenne, la crise de la dette serait due à des déséquilibres structurels qui préexistaient à la crise de 2007 : dépenses publiques trop importantes, faible « compétitivité » des services publics... Ces arguments sont largement repris dans le débat public. **Ils sont faux !** Et permettent de faire l'impasse sur un aspect essentiel de la crise de la dette. Il est clair que la crise financière déclenchée en 2007 aux Etats-Unis a été un facteur décisif de l'endettement des Etats. Avec, en première ligne, la dérégulation financière, qui n'a toujours pas été remise en cause... La crise financière a frappé de plein fouet les banques européennes, qui s'étaient largement impliquées dans la crise financière. Il a fallu que les Etats leur prêtent des sommes colossales pour les tirer d'affaire. Aujourd'hui, les banques ont en grande partie remboursé ces emprunts. Mais l'ardoise de la crise financière n'est pas lavée pour autant...

Idée reçue n° 4

« Il faut rassurer les marchés financiers. »

C'est faux. Ce que l'on voudrait faire passer pour une loi de la nature est le résultat d'un rapport de force qui est aujourd'hui très favorable aux multinationales, aux banques et aux fonds d'in-

vestissements. Il est pourtant possible de le renverser !

Idée reçue n°5

« Il faut imposer la règle d'or : zéro déficit ! »

C'est faux et dangereux ! " Zéro déficit ". Cette règle entraîne l'impossibilité, de fait, d'investir pour l'avenir, alors même que ces investissements sont aujourd'hui cruciaux.

D'une part, ces investissements seront utilisés des décennies durant par plusieurs générations, ce qui justifie le recours à l'endettement. D'autre part, l'Etat doit se donner les moyens d'intervenir dans l'économie. La crise de 1929 a été terrible et durable parce que les gouvernements ne sont pas intervenus pour soutenir l'activité

Idée reçue n° 6

« Pour nous sortir de la dette, il faut des cures d'austérité. »

Il s'agit d'un programme global de réformes économiques, qui comprend des coupes dans les dépenses publiques, les retraites, des privatisations, des attaques contre les droits sociaux, et des taxes sur la consommation. Cette austérité n'est pas douloureuse pour tout le monde ! Pendant que les peuples grec et portugais paient le prix fort de la crise, les banques européennes et entreprises du CAC 40 n'ont jamais dégagé autant de bénéfices !